

Relance et transformation de l'économie : où en est la Nouvelle-Calédonie ?

Un plan de relance de l'économie de l'ordre de 20 milliards de francs devrait être annoncé par le gouvernement au mois de mai. Dans quelle mesure celui lancé au sortir du Covid a-t-il permis au Caillou de renouer avec la croissance ? Au fait, qu'est-ce qu'un plan de relance de l'économie ? Quels leviers pourraient être activés en Nouvelle-Calédonie pour améliorer la situation économique ? On fait le point.

Un plan de relance, ou politique de relance, est un ensemble de mesures mises en œuvre par un pays ou un ensemble de pays à la suite d'une crise économique. Son objectif est de faire repartir la croissance. C'est une « médication » qui se base à l'origine sur les principes de l'économiste John Maynard Keynes, formalisés à la suite de la crise de 1929. Selon l'économiste britannique, la relance de l'économie passe par le soutien de l'État à la demande globale du marché : elle consiste à augmenter les dépenses publiques par des investissements dans de grands travaux d'infrastructure, par exemple. Ainsi, des commandes publiques sont passées auprès des entreprises privées qui peuvent alors embaucher et investir. Les salariés, grâce à leur rémunération, peuvent dès lors consommer. Ce qui théoriquement génère une hausse des recettes fiscales qui compense les dépenses publiques investies au début. Keynes parle d'un effet multiplicateur de la dépense publique, qui engendre un cercle vertueux. De quoi relancer au final l'économie. Si la relance keynésienne a permis de sortir avec succès de la crise de 1929 et de relancer la croissance économique post Seconde Guerre mondiale, en revanche elle a échoué à sortir de la crise du choc pétrolier dans les années 70. C'est alors que d'autres politiques économiques ont vu le jour, plus libérales.

Des limites à la relance selon les économistes libéraux

Les inconvénients d'une politique de relance par la demande sont l'accroissement de la dette de l'Etat, du déficit commercial et de l'inflation. C'est pour-



quoi les relances par la demande sont souvent suivies de plans de rigueur afin de réduire les déficits et diminuer l'inflation. L'économiste Robert Barro (1974) avance une autre limite, à savoir l'« effet d'éviction ». Lorsqu'une politique de relance est financée par l'emprunt, les

agents économiques anticipent rationnellement une future hausse des impôts –nécessaire pour rembourser la dette contractée. En conséquence, ils choisissent d'épargner plutôt que de consommer. Ce qui au final réduit l'efficacité d'une politique de relance budgétaire.

Comment fonctionne une politique de relance ?

Une politique de relance peut activer 3 leviers ou une combinaison de ceux-ci :

- une politique budgétaire menée par le gouvernement qui consiste à augmenter les dépenses publiques (avec des aides, par exemple), alors même que les recettes publiques (impôts et prélèvements sociaux) ont tendance à se réduire avec la récession.
- une politique monétaire qui consiste à baisser les taux d'intérêt de base pour abaisser le coût des crédits bancaires et stimuler l'activité économique.
- une politique réglementaire conduite par le gouvernement qui modifie certaines lois, soit pour faire évoluer les revenus, soit pour essayer de modifier certains comportements économiques des entreprises, des ménages, des banques. Par exemple, une augmentation du montant du salaire minimum ou une baisse des impôts pour augmenter le pouvoir d'achat et la consommation.

Quelques exemples récents de plans de relance

Face aux conséquences économiques de la pandémie de Covid-19, de nombreux pays ont déployé des plans de relance.

France Relance : 3 ans après, quel bilan ?

La France a ainsi annoncé, dès le printemps 2020, le plan « France Relance » d'un montant de 100 milliards d'euros. Initialement destiné à redresser l'économie après la crise du Covid, le plan a certes réussi à créer 350 000 emplois et à augmenter le PIB de 1,4 point en 2022. Toutefois, ses effets à long terme sur la compétitivité et la décarbonisation suscitent des réserves.

NC relance : 4 ans après, quel résultat ?

Après avoir déclenché un plan de sauvegarde de l'économie calédonienne pendant la crise sanitaire du Covid-19 en avril 2019, le gouvernement avait lancé en novembre 2020 un plan de relance pour l'économie calédonienne portant sur 6 thématiques : un soutien aux secteurs durablement impactés (ex : abandon de charges sociales et fiscales pour ces secteurs...), une relance de la consommation intérieure (ex : suppression de droits de douane pour les produits en provenance de certains pays de la région...), un appui aux petites et très petites entreprises (TPE et PME) (ex : accompagnement et restructuration de leur statut, aide à l'embauche des moins de 25 ans...), un

nouveau contrat social avec les partenaires sociaux, la simplification des démarches administratives et le soutien à l'investissement (ex : augmentation du plafond de déduction des impôts des travaux réalisés à domicile et à l'installation d'équipements verts...).

Ce plan a-t-il porté ses fruits ? Toujours est-il qu'à la suite des deux années de Covid, l'année 2022 a connu un élan de sortie de crise, porté par la reprise de la consommation, le rattrapage de l'investissement et la croissance de l'emploi. Difficile de savoir si cela est im-



Lors du débat d'orientation budgétaire début février, Louis Mapou a annoncé la mise en place d'un plan de relance de l'économie dont les grandes lignes seront dévoilées en mai.

putable ou pas au plan de relance de l'économie. Dans le même temps, les pressions inflationnistes mondiales se sont transmises à l'économie calédonienne, entraînant une croissance inédite des prix, notamment pour l'énergie et les produits alimentaires. A tel point que des mesures ont dû être prises par le gouvernement afin d'en réduire l'impact, notamment par le bouclier qualité prix et la régulation des prix des carburants.

En attendant, les problèmes structurels sont toujours présents : démographie stagnante et déficit migratoire qui ne soutiennent plus la demande intérieure, faiblesse du taux d'emploi, suradministration, insuffisance de compétences sur le marché du travail local, dépendance de l'économie calédonienne aux financements et aux transferts publics, faible ouverture à la concurrence internationale... Un plan de relance de l'économie d'environ 20 milliards de francs a été annoncé par le président Louis Mapou. Ses grandes lignes seront dévoilées au mois de mai, lors du vote du budget supplémentaire. En attendant, l'économie est frappée par une grande panne. Les perspectives de croissance sont au plus bas. Et les difficultés ne sont pas près de s'atténuer au vu du risque de cessation de paiement qui plane sur bon nombre d'entreprises, à commencer par les usines métallurgiques. Il y a donc clairement urgence à s'emparer du sujet.

DONNEZ VOTRE SANG



Centre de Don du Sang
Nouvelle-Calédonie



Centre de Don du Sang - 1 bis, rue d'Austerlitz - Pacifique Arcade - Nouméa - Tél. : 055 100 (appel gratuit)
contact@dondusang.nc - www.dondusang.nc f Centre de Don du Sang NC

Le MEDEF-NC propose des éléments clés pour relancer l'économie calédonienne

La crise économique engendrée par la pandémie de Covid-19 a profondément affecté l'économie de la Nouvelle-Calédonie, mettant en lumière la nécessité d'une action concertée et proactive pour stimuler la reprise. Face à cette conjoncture critique, le MEDEF-NC a pris l'initiative d'élaborer un plan de relance ambitieux, en étroite collaboration avec ses adhérents. Celui-ci vise à identifier les pistes d'action prometteuses. En s'appuyant sur les contributions de ses membres, le MEDEF-NC a identifié 5 axes stratégiques majeurs et a défini 15 actions prioritaires, chacune visant à transformer en profondeur le modèle économique de la Nouvelle-Calédonie et à insuffler un nouvel élan à son développement. Le projet de plan de relance, détaillé ci-dessous, met en lumière des propositions qui peuvent rapidement être mises en œuvre pour stimuler la transition écologique, renforcer la performance économique, promouvoir le bien-être social et rationaliser la dépense publique.

A- Réussir la transition écologique et énergétique

- 1. en visant une décarbonation de l'économie (systématiser les bilans carbone dans les entreprises, réaliser la rénovation thermique des bâtiments publics et logements, investir dans des procédés industriels moins émetteurs...)
- 2. en poursuivant le développement des énergies renouvelables (solutions de stockage sur batterie, STEP, étude de l'opportunité de développer une filière hydrogène...)
- 3. en définissant une véritable politique agricole calédonienne (mise en œuvre d'une politique agricole territoriale favorisant des modes de cultures respectueux de l'environnement, et créer des partenariats avec les pays de la zone pour sécuriser les approvisionnements de produits alimentaires non cultivés en Nouvelle-Calédonie)



La relance... un vaste chantier.

- 4. en favorisant l'essor d'un label Green Nickel : il valoriserait les atouts sociaux et environnementaux du nickel calédonien destiné à la production de batteries. Une centrale pays en mix énergétique décarboné et des engins miniers plus « propres ».

B- Gagner en performance et en agilité

- 5. en développant les infrastructures qui soutiennent les filières porteuses (développement des réseaux 4G et 5G pour les métiers en ayant besoin, développement de la télémédecine, IOT dans les mines, regroupement des infrastructures aéroportuaires et amélioration de la desserte, consolidation du secteur du BTP...)
- 6. en simplifiant par la digitalisation nos administrations : plan de simplification basé sur les recommandations des Assises de la simplification ; mise en place d'une cellule de coordina-

tion inter-collectivités pour accélérer les projets ; réduction des dépenses de fonctionnement et adaptation des réglementations aux capacités des entreprises.

- 7. en formant massivement sur les filières porteuses : enseignement dès le primaire des connaissances en écologie et numérique ; promotion de programmes d'inclusion numérique pour les jeunes en difficulté ; mise en place de formations d'excellence et promotion de l'alternance dans les entreprises ; renforcement des échanges avec des programmes régionaux et européens.

C- Générer de la cohésion, du bien-être pour une meilleure qualité de vie

- 8. en mettant en œuvre le plan de santé Do Kamo, en priorisant le système d'information de la santé (numéro d'identifiant unique, dossier médical partagé et télémédecine...)

- 9. en concluant un nouveau contrat social visant à responsabiliser les employeurs et les salariés vis-à-vis des enjeux de performance, de bien-être au travail et en redonnant du pouvoir d'achat par une conversion d'une part des charges sociales en salaire net.
- 10. en misant sur une politique du centre-ville intégrant le schéma de mobilité et la centralisation de nos administrations (projet de village océanien, aides financières à la rénovation des commerces du centre-ville, réhabilitation des boulevards urbains avec plus de végétations et des pistes cyclables sécurisées, accès multiplié à des bornes électriques pour des véhicules propres).

D- Rationaliser la dépense publique

Face au ratio dépense publique / PIB qui est passé de 53 % en 2009 à 60 % en 2019, alors que les administrations publiques sont à l'origine de 21 % du PIB en 2018, le MEDEF-NC estime qu'il est temps d'agir à travers 3 axes.

- 11. en rationalisant les dépenses publiques de fonctionnement
 - Fusion des trop nombreux directions, agences et établissements publics.
 - Création d'un centre de gestion par niveau institutionnel (Gestion transversale des RH, finances, et marchés publics par niveau institutionnel).
 - Amélioration de l'efficacité administrative en évaluant de manière systéma-

Les actions pour développer le secteur du BTP

Des leviers pour construire l'avenir :

- Définir un projet de construction global pays qui intégrera toutes les infrastructures durables dont la population a besoin (transport, énergie, développement urbain...) et qui accompagnera le développement d'autres secteurs comme le tourisme.
- Améliorer la politique du logement social en NC :
- Rationaliser le fonctionnement des opérateurs sociaux en mutualisant les ressources et les moyens = dynamiser la construction de logements sociaux.
- Repenser le modèle d'habitat social avec des actions programmées.
- Définir un plan pluriannuel d'investissement pour avoir une vision à plus long terme et suivre l'exécution.

Des leviers pour favoriser l'accession à la propriété :

- Revoir les conditions d'obtention d'un prêt à taux zéro : augmentation des différents plafonds et élargir la part PTZ dans le prêt global.
- Revoir le statut de primo-accédant pour l'obtention d'un PTZ et bénéficier de frais de notaire réduits : revenir à la version de 2016 et reconnaître qu'un primo-accédant est celui qui n'a pas été propriétaire de sa résidence principale au cours des deux dernières années.
- Modifier le montant des travaux déductibles : 10 millions de montant de travaux déductibles sur 5 ans au lieu des 2 millions actuels.

Des leviers pour améliorer la trésorerie des entreprises :

- Homogénéiser les délais de paiement.
- Systématiser le versement des avances et le paiement des intérêts moratoires.
- Dématérialiser le traitement des situations des marchés publics et respecter les délais de paiement.
- Cesser le millefeuille administratif et technique pour le suivi des chantiers.
- Arrêter les travaux en régie dans les communes et les confier aux entreprises privées.
- Etendre la garantie de paiement (article 1799-1) dans le code civil calédonien : tenir compte des impayés et retards de paiement, il est aujourd'hui nécessaire de préserver les intérêts des entreprises avec la mise en place d'outils pour limiter les risques. L'organisation patronale préconise l'extension de l'article 1799-1 du code civil, « excellent indicateur de l'activité et de la santé du maître d'ouvrage privé ».

- tique les politiques publiques.
- Réduction de la masse salariale (gel des recrutements, adaptation à la réalité démographique, non-remplacement d'une partie des départs...)
- 12. en améliorant l'efficacité des dépenses d'investissement
 - Promotion de l'achat local par les collectivités pour stimuler l'économie et générer des ressources fiscales et sociales.
 - Poursuite du plan de réforme de la gestion des finances publiques pour éclairer les décisions des élus et faciliter la gestion à long terme.
 - Création d'une cellule de coordination inter-collectivité sur les marchés publics, impliquant les représentants des entreprises concernées.
- 13. en maîtrisant les dépenses sociales
 - Pour le RUAMM : fixation des objectifs de santé et des moyens financiers clairs, maîtrise des politiques de long terme et mise en place d'un système d'information performant.
 - Pour la retraite : à la lumière des études actuarielles disponibles, adoption sans tarder des mesures assurant la pérennité du régime.
 - Pour l'assurance chômage : création d'incitations à la reprise d'emploi.
 - Rationalisation de la gestion des différents régimes de solidarité existants : création d'un guichet et d'un numéro uniques,

E- Augmenter le taux d'emploi

Le taux d'emploi – 15-64 ans - de 58.7% (ISEE 2022) est faible en Nouvelle-Calédonie comparativement à la France -68.3% (eurostat T3 2023)- et même 79.8 % en Nouvelle-Zélande (OCDE T3 2023). De plus, les cotisations sociales y sont élevées et représentent 15.7% du PIB (calcul MEDEF 2019) à comparer avec 14.9% pour la France (OCDE 2019). Le MEDEF-NC propose donc

- 14. de réduire les cotisations salariales pour augmenter le pouvoir d'achat.
- 15. de baisser une partie des cotisations patronales pour diminuer le coût du travail.

Le financement de ces baisses de cotisations peut être assuré par l'augmentation de l'activité et de la fiscalité induite.